

Madrid accorde la nationalité à des milliers de Sahraouis

UNE INJUSTICE HISTORIQUE RÉPARÉE ?

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8588 - SAMEDI 12 SEPTEMBRE 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Maîtrise de l'énergie à l'horizon 2035

Le pari pour moins consommer

Page 5

ALGER- ABOU DHABI

LA RUPTURE INÉVITABLE



Face à l'escalade de provocations répétées et au franchissement irrémédiable des lignes rouges de la souveraineté nationale, l'Algérie a franchi un pas historique en officialisant, avant-hier, la rupture définitive de ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis. Après le Maroc en août 2021, Abou Dhabi devient le deuxième pays arabe à subir une rupture formelle avec Alger, sanctionnant une alliance bilatérale ouvertement hostile aux intérêts stratégiques algériens.

Pages 2 et 3

UNE DÉLÉGATION DE L'ARH AU TCHAD

L'Algérie poursuit son engagement en Afrique

Page 5

YÉMEN

Les Houthis se rapprochent de Bab el-Mandeb

Page 7

LIGUE 1 DE FOOTBALL

L'USMA LANCE SA SAISON

Page 8

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

ALGER- ABOU DHABI

LA RUPTURE INÉVITABLE

Face à l'escalade de provocations répétées et au franchissement irrémédiable des lignes rouges de la souveraineté nationale, l'Algérie a franchi un pas historique en officialisant, ce jeudi 10 septembre 2026, la rupture définitive de ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis. Après le Maroc en août 2021, Abou Dhabi devient le deuxième pays arabe à subir une rupture formelle avec Alger, sanctionnant une alliance bilatérale ouvertement hostile aux intérêts stratégiques algériens.

L'annonce est tombée avec la solennité des grands tournants géopolitiques. Après avoir longtemps privilégié la voie du dialogue, de la retenue et de la modération, le gouvernement algérien a pris la décision radicale de rompre le fil diplomatique qui le liait à Abou Dhabi.

Dans un communiqué rendu public par le ministère des Affaires étrangères, Alger acte la fin de ses liaisons officielles avec l'État émirati, estimant avoir épuisé la totalité des recours amiables. L'ambassadeur émirati, convoqué en urgence au siège de la diplomatie algérienne en ce jeudi 10 septembre 2026, s'est vu notifier la décision formelle d'expulsion, assortie d'un ultime délai de 48 heures pour quitter le territoire national.

Au cœur de cette détérioration irréversible se trouvent les mises en garde répétées formulées au plus haut niveau de l'État par le président Abdelmadjid Tebboune. Les autorités algériennes ont accusé ouvertement au régime émirati de s'être coalisé avec Rabat dans une alliance stratégique globale visant à encercler l'Algérie et à mener des actions subversives dans son environnement immédiat, notamment par un activisme financier, politique et militaire au Sahel, en Libye et en Afrique du Nord.

Cette tentative de déstabilisation trouve ses racines dans les événements du Hirak de 2019.

Dès le déclenchement de ce mouvement populaire, les Émirats arabes unis ont cherché par tous les moyens à s'immiscer dans les affaires intérieures algériennes en tentant de manipuler l'opinion publique. Abou Dhabi s'est employé à préserver ses leviers d'influence en apportant un soutien sans faille aux anciens caciques du régime d'Abdelaziz Bouteflika, aujourd'hui incarcérés pour des faits de corruption massive.

Durant des années, nombre de ces figures de l'ancien système ont bénéficié de privilèges indus, de protections et de facilités financières directement accordés par les autorités émiraties pour verrouiller les flux économiques et politiques du pays à leur profit.

L'analyse de cette rupture révèle également une stratégie de contournement visant à neutraliser les grands projets souverains algériens.



Après le Maroc, l'Algérie évince les Emirats de sa nomenclature diplomatique.

Lors de rendez-vous stratégiques entre Abou Dhabi et Rabat, les Émirats arabes unis ont engagé des financements massifs pour le projet de gazoduc Nigéria-Maroc, une démarche perçue par Alger comme une tentative directe de saboter le projet concurrent du Gazoduc Trans-Saharien (TSGP) devant relier Abuja à Alger via Niamey.

SABOTAGE AU SAHEL, NARCOTRAFIC ET SCANDALES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Sur le plan régional, la diplomatie émiratie s'est employée à miner les médiations algériennes au Sahel. Les promesses d'investissements formulées lors de la visite du ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, Sheikh Shakhboot bin Nahyan Al Nahyan, à Bamako en mai 2025, ont encouragé la rupture des autorités maliennes avec l'Accord d'Alger.

Plus récemment, les services algériens pointent l'implication financière d'Abou Dhabi auprès de groupes armés et de mutins au Niger visant à renverser le régime du général Abderrahmane Tiani, partenaire clé d'Alger dans la relance des projets d'infrastructures transsahariens. Parallèlement, l'Algérie dénonce une guerre hybride d'une gravité inédite, matérialisée par le financement et la facilitation de campagnes visant l'introduction massive de drogues dures et de substances psychotropes sur le territoire national.

Pour Alger, ces flux ne relèvent pas du simple grand banditisme, mais constituent une véritable arme de déstabilisation ciblant la jeunesse et la cohésion sociale.

Cette stratégie subversive s'appuie sur des infrastructures logistiques régionales, illustrées par le démantèlement récent en Tunisie d'ateliers clandestins de fabrication de psychotropes destinés au marché algérien. Les enquêtes des services de sécurité ont mis en lumière le rôle clé de réseaux criminels structurés, composés d'influenceurs et de ressortissants algériens installés aux Émirats. L'arrestation récente à Oran des membres d'un important réseau de trafic de cocaïne opérant directement depuis Abou Dhabi a apporté la preuve matérielle de cette connexion.

La dimension internationale de ce trafic a franchi un nouveau seuil à la suite des révélations de la police espagnole. Lors d'une conférence de presse, les autorités de Madrid ont dévoilé les dessous du fonctionnement de Dubai Bank. L'institution bancaire, établie en Espagne tout en opérant activement depuis Abou Dhabi, s'est retrouvée au centre d'un scandale majeur de blanchiment d'argent issu du narcotrafic en

Espagne et à travers l'Europe, confirmant l'utilisation de circuits financiers émiratis pour alimenter des réseaux criminels transnationaux.

CONNEXIONS ANTI-ALGÉRIENNE AVEC L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE

Cette guerre d'influence s'est étendue jusqu'au cœur de l'Europe à travers une alliance stratégique et financière entre Abou Dhabi et les cercles d'extrême droite. Sous couvert d'une prétendue lutte contre le radicalisme, les réseaux émiratis ont financé d'importantes campagnes de dénigrement ciblant l'Islam et l'immigration, qualifiant cette dernière de vecteur d'islamisation de l'Europe.

Au centre de ces réseaux d'influence figure le soutien financier apporté au Rassemblement National (RN).

Selon les investigations publiées par le journal Mediapart, les Émirats arabes unis ont été au cœur d'une opération de renflouement financier à hauteur de 8 millions d'euros injectés via un montage financier émirati pour éponger les dettes du parti.

Ces soupçons d'ingérence et de corruption politique se sont traduits par une proximité assumée, illustrée par la visite de Jordan Bardella aux Émirats arabes unis en juin 2025.

Cette convergence d'intérêts visait à attiser le sentiment anti-algérien, à diaboliser la diplomatie algérienne et à cibler directement la diaspora algérienne, principale communauté immigrée en France.

L'AXE D'OBSTRUCTION À L'ONU : LE PACTE ABOU DHABI-RABAT-TEL AVIV

Au niveau multilatéral, la confrontation s'est cristallisée au siège des Nations Unies à New York. La diplomatie émiratie, portée par ses représentants permanents successifs — notamment sous l'impulsion clé de l'ambassadrice Lana Nusseibeh —, a agi de concert avec la representation marocaine et des relais israéliens pour court-circuiter systématiquement les initiatives algériennes.

À l'ONU, Abou Dhabi s'est imposé comme le principal maître d'œuvre du lobbying en faveur des positions du Makhzen, orchestrant un rapprochement stratégique entre Israël et le Maroc dans la foulée des accords d'Abraham.

Cet axe tripartite s'est donné pour mission prioritaire de neutraliser les positions de principe de la diplomatie algérienne, s'employant à paralyser ses démarches en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui au Sahara occidental ainsi que son plaidoyer historique en faveur de la cause palestinienne.

En parfaite cohérence avec cet alignement hostile, Abou Dhabi s'est pleinement inséré au sein d'un axe opérationnel avec le Makhzen marocain, appuyé par un soutien financier et logistique direct apporté au Mouvement pour l'auto-détermination de la Kabylie (MAK), organisation classée comme terroriste par l'État algérien. Face à cette coalition d'intérêts visant à ébranler sa sécurité nationale et son intégrité, l'Algérie a choisi de sceller une rupture ferme, définitive et historique.

S. Ould Brahim

ANNONCÉ PAR LE MDN

Blocus aérien total contre les Emirats

SUITE à la rupture unilatérale de ses liens diplomatiques avec Abou Dhabi, Alger durcit le ton en décrétant la fermeture immédiate de son espace aérien à l'ensemble du trafic émirati, civil comme militaire, tout en ménageant une transition temporaire pour les liaisons commerciales régulières.

Le ministère de la Défense nationale a officialisé, ce jeudi, la fermeture totale de l'espace aérien de l'Algérie à l'ensemble des aéronefs immatriculés aux Émirats arabes unis.

Cette décision rigoureuse constitue la première mesure concrète de rétorsion adoptée par les autorités algériennes, quelques heures seulement après l'annonce retentissante de la rupture des relations diplomatiques entre les deux nations, formalisée dans la matinée par le ministère des Affaires étrangères. Selon les termes du communiqué officiel diffusé par le MDN sur son portail web, cette interdiction drastique entre en vigueur dès ce vendredi 11 septembre à minuit précis.

Elle s'applique sans distinction à tous les aéronefs civils et militaires immatriculés aux Émirats, qu'ils soient en provenance du territoire émirati ou qu'ils y soient astreints en tant que destination finale.

Afin d'éviter une rupture brutale des flux de transport et d'atténuer l'impact pour les voyageurs, une dérogation transitoire a toutefois été accordée. Le ministère a ainsi précisé qu'une exception est consentie de manière temporaire pour les seuls vols commerciaux réguliers desservant l'aéroport international d'Alger.

Cette tolérance opérationnelle restera en vigueur jusqu'au terme de l'année de l'année marquant la fin du contrat des services aéroportuaires entre les deux pays.

Majda Khellaf

RUPTURE DES RELATIONS AVEC LES EMIRATS ARABES UNIS

Les partis saluent une décision souveraine

La décision d'Alger de rompre ses relations diplomatiques avec Abou Dhabi recueille un large soutien de la classe politique. Du FLN au FFS, en passant par le PT, le RND, El Moustakbal et le RCD, les formations politiques saluent une décision «souveraine» et réaffirment leur attachement à la défense des intérêts supérieurs de l'Algérie et de sa souveraineté nationale.



Alger impose sa souveraineté.

Le Front de libération nationale (FLN) a exprimé «son soutien absolu et son approbation totale» à la décision «souveraine et décisive» prise par le gouvernement algérien de rompre les relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis.

Le parti historique a tenu à souligner que cette mesure était rendue nécessaire par «l'impératif de sauvegarder les intérêts supérieurs de la nation», la présentant comme «une réponse naturelle aux comportements et pratiques hostiles, provocateurs et injustifiés» portant atteinte à l'intégrité de l'Algérie.

Suite à cette rupture, le FLN a exhorté «toutes les forces vives» à consolider l'unité nationale et le front intérieur. Le parti appelle à faire bloc derrière l'Armée et les institutions de l'Etat afin de «déjouer tous les complots» et de défendre «la souveraineté et la liberté de décision de la nation».

De son côté, le Front des forces socialistes (FFS) a également qualifié la rupture des relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis de «décision souveraine juste», qu'il a dit être «dictée par les actes hostiles dont ils se sont rendus coupables» et «imposée par les exigences de la fermeté diplomatique».

Le parti a inscrit cette décision dans le cadre d'»une politique étrangère résolue et équilibrée», basée sur «la préservation de notre souveraineté nationale, la sauvegarde de notre sécurité nationale et la défense des intérêts supérieurs de l'Etat», conformément, a-t-il souligné, «aux règles et aux principes qui régissent les relations internationales».

UNE MESURE INDISPENSABLE

Le Parti des travailleurs (PT), pour sa part, s'est vivement félicité de cette décision, à travers un meeting politique tenu hier, lors duquel Louisa Hanoune, la secrétaire générale du parti, s'est exprimée sur la rupture des relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis.

La dirigeante du PT affirme attendre cette décision «depuis longtemps», la considérant comme une mesure «souveraine» et «indispensable».

Dans son intervention, elle a vivement dénoncé les ingérences hostiles des Emirats en Algérie, opérées, selon ses termes, à travers, entre autres, un mécanisme d'investissements servant de «camouflage» à l'action de «l'entité émiratie sioniste». Elle a assimilé cette présence à un «cheval de Troie», la qualifiant, sans détour, de «cancéreuse» et observant qu'une telle «gangrène» devait impérativement être enlevée.

La SG du PT a, en outre, affirmé que ces manœuvres avaient débuté bien avant, en évoquant des actions déstabilisatrices qu'elle attribue aux Emirats dans d'autres pays, notamment en Libye, au Yémen, au Soudan, au Mali et en Somalie, et qui ont été documentées par plusieurs pays et organismes internationaux, de même qu'au niveau de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le Front El Moustakbal a, pour sa part, estimé que les décisions prises par l'Algérie reposaient sur «une vision responsable et une évaluation précise des impératifs de sécurité et de stabilité, loin des calculs conjoncturels ou des réactions passagères». Le Front a réitéré sa confiance dans les institutions de l'Etat et dans leur capacité à gérer les différents dossiers «de manière à préserver la stature, la souveraineté et l'indépendance décisionnelle de l'Algérie». Quant au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le parti prend acte de la décision et se dit très favorable. Il affirme que «la défense de la souveraineté nationale ne peut être à géométrie variable» et que toute relation étrangère doit être guidée par «l'intérêt supérieur de la nation algérienne».

«Cette décision intervient au terme d'une détérioration progressive d'une relation qui fut pourtant, à ses débuts, marquée par la solidarité de l'Algérie avec les jeunes Emirats, notamment dans la construction de leur Etat et le développement de leur secteur pétrolier», a rappelé le RCD.

Par ailleurs, le RCD dénonce les agissements des Emirats arabes unis dans «l'environnement sahélo-saharien» de l'Algérie.

De même, le Rassemblement national démocratique (RND) a fait part de «son soutien total» à la décision de l'Etat algérien de rompre ses relations avec les Emirats arabes unis. Le parti a argué que cette décision avait été prise face à «la multiplication par la partie émiratie de ses agissements provocateurs et hostiles», malgré «les nombreuses mises en garde adressées par l'Algérie» qui, selon le RND, a fait montre «d'une grande retenue et d'un sens élevé des responsabilités».

«La souveraineté de l'Algérie, la dignité de l'Etat et les intérêts supérieurs du pays sont des lignes rouges sur lesquelles on ne transige pas», a affirmé le RND.

Le Parti Voix du peuple (Sawt Echaab) a, de son côté, apporté son soutien à la position de l'État et à son droit souverain de prendre les mesures qu'il juge «nécessaires pour protéger la sécurité nationale et les intérêts supérieurs du pays, après l'épuisement des différentes démarches visant à préserver des relations fondées sur le respect mutuel et le bon voisinage». Le parti a estimé que la souveraineté de l'Algérie, la dignité de l'État et la décision nationale constituent des «lignes rouges qui ne sauraient faire l'objet d'aucune concession».

Réaffirmant son soutien aux institutions de la République, Sawt Echaab a souligné que la sécurité, la stabilité, la souveraineté de l'Algérie et les intérêts de son peuple «sont au-dessus de toute considération».

Il a ainsi apporté son appui à toutes les décisions et mesures destinées à préserver ces constantes, tout en réaffirmant son attachement à des relations internationales équilibrées, fondées sur le respect mutuel et les intérêts communs.

Khalil Aouir

l'Editorial

L'ACTE DE SOUVERAINETÉ FACE À L'ÉMIRAT DU SABOTAGE



par Kamel Mansari

Il est des moments solennels où la retenue diplomatique cesse d'être une vertu pour devenir une vulnérabilité. En officialisant la rupture définitive de ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis, l'Algérie n'a pas seulement posé un acte d'autorité : elle a scellé la fin d'une illusion. Longtemps observée avec une patience stratégique par le gouvernement algérien, la politique d'immiscer, de miner et d'encerclement menée depuis Abou Dhabi a fini par franchir l'irrémédiable. Après le Maroc en 2021, les Émirats deviennent le second pays à subir le couperet d'Alger, sanctionnant une alliance bilatérale ouvertement hostile à la souveraineté nationale.

Cette dérive ne date pas d'hier. Les racines de la subversion émiratie s'enfoncent dans le contexte du Hirak de 2019, lorsque Abou Dhabi tentait désespérément de préserver ses relais d'influence en soutenant les caciques de l'ancien système Bouteflika.

L'ingérence s'est invitée jusqu'au cœur du processus démocratique national : lors de la réception de la fête nationale émiratie à Alger le 02 décembre 2019, l'ambassadeur d'alors tentait ouvertement de conspirer contre le cours de la présidentielle en distillant des fausses certitudes auprès des chancelleries internationales.

Une manœuvre d'intoxication prolongée par des campagnes de dénigrement numériques visant à faire barrer la route au candidat de la majorité populaire et de l'indépendance nationale, Abdelmadjid Tebboune.

N'ayant pu soumettre la décision souveraine du peuple algérien, le régime émirati a déplacé son offensive sur le terrain de la guerre hybride et du sabotage géopolitique. Au Sahel, l'activisme financier d'Abou Dhabi s'est fixé un objectif clair : miner la diplomatie algérienne. Des promesses d'investissements cash aux autorités de transition maliennes pour saborder l'Accord d'Alger, jusqu'au soutien financier occulte apporté aux réseaux de mutins au Niger pour renverser le régime du général Tiani, chaque initiative émiratie a visé à embraser l'environnement sécuritaire régional.

Sur le plan économique, le constat est identique : des financements massifs ont été injectés dans le projet concurrent de gazoduc Nigéria-Maroc dans l'unique dessein de faire dérailler le Gazoduc Trans-Saharien (TSGP).

Plus grave encore, cette agression s'attaque directement à la jeunesse et à la cohésion sociale. L'implication émiratie dans la facilitation et le financement du trafic de drogues dures et de psychotropes ne relève plus du grand banditisme, mais d'une stratégie de déstabilisation sociale.

Les preuves matérielles s'accumulent, de l'arrestation à Oran de réseaux de cocaïne téléguidés depuis Abou Dhabi aux révélations de la police espagnole sur la «Dubai Bank», plaque tournante du blanchiment d'argent issu du narcotrafic transnational.

À l'international, cette pieuvre subversive a tissé des alliances contre nature.

En France, le financement émirati à hauteur de 8 millions d'euros pour éponger les dettes du Rassemblement National — illustré par les rapprochements stratégiques avec ses dirigeants — vise à attiser le sentiment anti-algérien et à cibler la diaspora. Sur la scène multilatérale, l'axe tripartite «Abou Dhabi – Rabat – Tel Aviv» s'est appliqué à paralyser les positions de principe d'Alger à l'ONU, tout en apportant un soutien logistique direct aux groupuscules terroristes comme le MAK.

Face à un tel faisceau de preuves et à une volonté manifeste de nuire, l'Algérie ne pouvait plus se contenter de mises en garde. En renvoyant l'ambassadeur émirati, l'État algérien réaffirme une vérité immuable : sa souveraineté, sa sécurité nationale et son intégrité territoriale sont des lignes rouges absolues. Aucune ingérence, aucun chantage financier et aucune coalition hostile ne sauraient fléchir la trajectoire d'une nation debout.

ÉCONOMIE, FINANCE ET GESTION

Baddari appelle à adapter les formations

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a appelé, jeudi dernier, les cinq écoles supérieures spécialisées en économie, finance et gestion à adapter leurs formations aux mutations économiques, en intégrant davantage l'intelligence artificielle, la numérisation et l'analyse des données, tout en renforçant leurs liens avec les entreprises et le secteur financier.

M. Baddari a, d'emblée, déclaré que «l'économie constitue l'un des principaux moteurs pour la réalisation des objectifs du programme national de développement», lors de la réunion de travail qu'il a présidée, jeudi, au siège du pôle universitaire de Koléa, dans la wilaya de Tipasa, avec les cadres et responsables des cinq écoles supérieures spécialisées en économie, finance et gestion. La rencontre a porté sur le rôle de ces établissements dans l'accompagnement du développement économique national et sur l'évolution des formations face aux transformations qui touchent les métiers de l'économie, de la finance et de la gestion.

A cette occasion, le ministre a souligné que ces établissements sont «appelés à être au cœur de ce processus, à travers la formation de compétences capables de comprendre les mutations économiques, de prendre des décisions, de soutenir l'investissement et les entreprises, d'améliorer la compétitivité de l'économie nationale et de créer de la richesse et des emplois».

Cette orientation implique une évolution des contenus pédagogiques afin de tenir compte des nouveaux outils et pratiques qui transforment progressivement les activités économiques. Dans ce cadre, M. Baddari a donné des instructions pour «moderniser la formation, intégrer l'intelligence artificielle, la numérisation et l'analyse des données».

L'intégration de ces technologies devrait permettre aux étudiants de mieux maîtriser les outils désormais présents dans de nombreux secteurs, notamment pour l'exploitation des données, l'analyse économique, la gestion et l'aide à la décision. Pour les établissements spécialisés, il s'agit ainsi d'élargir les compétences enseignées et de préparer des profils capables d'évoluer dans un environnement économique de plus en plus numérisé.

En outre, le ministre a donné des directives pour la consolidation des relations avec le monde économique, appelant à «renforcer le partenariat avec les entreprises économiques et le secteur financier». Ces liens contribueraient à favoriser une meilleure circulation des compétences et des connaissances entre les établissements d'enseignement supérieur et les acteurs économiques, tout en rapprochant les formations des réalités professionnelles.

Cette ouverture concerne également l'entrepreneuriat.

M. Baddari a donné des instructions pour «développer l'entrepreneuriat et les start-up», en favorisant l'émergence de projets et la valorisation des compétences acquises par les étudiants, notamment dans les domaines de la gestion, du financement et de l'analyse des marchés.

La recherche scientifique constitue un autre axe de cette démarche. Le ministre a appelé à «orienter la recherche scientifique vers des solutions économiques appliquées», afin de rapprocher davantage les travaux universitaires des besoins du terrain et de renforcer les liens entre recherche, innovation et activité productive.

Sihem Bounabi

PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Trois nouveaux services pour l'hydraulique

Le secteur de l'hydraulique poursuit sa transformation numérique, intégrant officiellement trois nouveaux services destinés aux citoyens et aux entreprises, via le portail national des services numériques gouvernementaux «DZAIR Digital Services».


Lounès Bouzegza.

Le lancement a été supervisé, mercredi dernier, par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, en présence de la ministre, Haut-Commissaire à la numérisation (HCN), Meriem Benmouloud. Cette nouvelle étape s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la transformation numérique des secteurs directement en lien avec les citoyens et à améliorer l'efficacité du service public.

Les trois nouveaux services concernent notamment les demandes de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement. Le citoyen peut désormais déposer sa demande et en suivre l'évolution à distance, ce qui devrait contribuer à simplifier les démarches et à réduire les déplacements.

Le troisième service porte sur la demande de certificat de qualification et de classification professionnelles. Il s'adresse aux entreprises, groupements et consortiums d'entreprises intervenant dans la réalisation des marchés publics dans le secteur de l'hydraulique. La numérisation concerne, dans ce cas, les procédures de délivrance et de suivi de ces certificats, a indiqué un communiqué conjoint.

L'intégration de ces prestations au portail devrait permettre de réduire les déplacements et les délais de traitement, tout en facilitant le dépôt et le suivi des demandes. Elle vise également à renforcer la transparence et à améliorer la qualité du service public, particulièrement dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement.

A ce titre, le ministre de l'Hydraulique a indiqué que cette démarche s'inscrit dans un processus appelé à se poursuivre avec l'intégration de nouveaux services numériques.

En coordination avec le HCN, le secteur travaille à l'intégration d'autres prestations au portail, notamment à travers la technologie de l'accès unifié.

Parmi les services concernés figurent les autorisations de forage de puits ou de forages d'eau, ainsi que les services «Wakalati» et «Fatourati» de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), en sus du service «Espace SEACO» de la Société des eaux et de l'assainissement de Constantine (SEACO) et du service «Espace Client» de la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

Pour Mme. Benmouloud, l'intégration des services du secteur de l'hydraulique au portail national constitue une nouvelle étape dans la concrétisation des orientations présidentielles en matière de transformation numérique et de rapprochement de l'administration du citoyen.

Officiellement lancé le 5 juillet 2026, le portail national des services numériques gouvernementaux connaît une montée en puissance progressive. Il avait démarré avec 21 services publics et doit, à terme, proposer jusqu'à 150 services numériques.

Selon la ministre, cette plateforme constitue un système national intégré développé en coordination avec les différents secteurs. Sa mise en place repose notamment sur des infrastructures et des composantes destinées à soutenir une transformation numérique durable, à l'image des centres de données nationaux, du cloud souverain et du réseau souverain IRIES.

Ce dernier a permis d'interconnecter l'ensemble des secteurs ministériels ainsi que plusieurs organismes nationaux, tandis que son déploiement doit se poursuivre.

Le dispositif comprend également la mise en place du système national de gouvernance des données.

A l'issue de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur coopération afin d'élargir le périmètre des services numérisés et d'améliorer leur qualité, de manière à simplifier davantage les procédures, à rapprocher l'administration des citoyens et à mieux répondre à leurs attentes.

Rim Boukhari

LEAP 2026

Ouverture saoudienne pour les start-ups algériennes

EN MARGE du salon technique LEAP 2026, tenu du 31 août au 3 septembre à Riyad, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a multiplié les rencontres avec plusieurs acteurs majeurs de l'écosystème technologique et entrepreneurial saoudien. Les échanges ont notamment porté sur l'accès des start-ups algériennes aux marchés du Golfe, le capital-risque et l'accompagnement à l'internationalisation. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, un communiqué du ministère.

La participation de l'Algérie au LEAP 2026 a été marquée par plusieurs rencontres avec des acteurs de premier plan de l'écosystème technologique et entrepreneurial saoudien. Le ministre a effectué, à cette occasion, des visites auprès de structures spécialisées dans l'accompagnement et le financement des start-ups, avec l'objectif d'explorer de nouvelles pistes de coopération entre les deux pays.

Parmi ces rencontres, le ministre s'est rendu auprès de BIM Ventures, où les discussions ont porté sur les perspectives de coopération et la préparation de futurs partenariats. Les échanges ont notamment porté sur l'accélération des start-ups, le capital-risque (Venture Capital), ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement à l'internationalisation (Soft Landing) et à l'innovation ouverte (Open Innovation).

L'objectif est notamment de faciliter l'accès des start-ups algériennes aux marchés et aux réseaux d'investisseurs du Golfe, tout en leur ouvrant davantage de possibilités de développement et de croissance sur le marché saoudien.

Les discussions ont également porté sur la participation de BIM Ventures à l'African Startup Conference (ASC), aux côtés de start-ups et d'investisseurs saoudiens. À cette occasion, un mémorandum d'entente a été signé entre la start-up algérienne Guiddini et BIM Ventures, ouvrant la voie à une coopération accrue entre les deux écosystèmes. Le ministre a également rencontré Omar Al-Shabaan, directeur général de l'incubateur et accélérateur d'entreprises The Garage, lors de sa visite dans cette structure spécialisée dans les technologies profondes.

Présenté comme le plus grand incubateur et accélérateur de la région dédié aux technologies profondes, The Garage a accueilli une rencontre à laquelle ont également pris part des cadres de l'ambassade d'Algérie en Arabie saoudite et des représentants de l'accélérateur Algeria Venture. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la complémentarité entre les écosystèmes entrepreneuriaux algérien et saoudien. L'échange d'expériences ainsi que la mise en place de programmes spécifiques figurent parmi les pistes évoquées afin d'accompagner les start-up algériennes dans leur accès aux marchés du Golfe.

R. B.

UNE DÉLÉGATION DE L'ARH EN MISSION AU TCHAD

L'Algérie poursuit son engagement en Afrique

L'engagement de l'Algérie en faveur du développement et du soutien du secteur de l'énergie dans plusieurs pays africains se poursuit et se traduit par des actions concrètes. Un engagement salué par ces pays, notamment le Niger, qui ambitionne de construire avec l'Algérie une coopération durable et structurée.

En plus des projets déjà réalisés, l'Algérie met au service des pays africains son expertise et son savoir-faire dans le secteur des hydrocarbures. L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) a en effet envoyé une délégation en République du Tchad, dans le cadre d'une mission de travail prévue du 10 au 19 septembre. Un déplacement qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et de la concrétisation du mémorandum d'entente signé à Alger avec son homologue tchadienne le 23 avril dernier, a indiqué un communiqué de l'ARH, précisant que cette mission vient dans le prolongement des échanges techniques effectués lors de la visite en Algérie, en juin dernier, d'une délégation de l'Autorité de régulation du secteur pétrolier aval du Tchad (ARSAT).

Elle vise à approfondir l'échange d'expertises et d'expériences et à accompagner l'Autorité tchadienne dans les domaines de la régulation du secteur des hydrocarbures, de la sécurité et de la gestion des risques, du contrôle en matière de santé, de sécurité et d'environnement, de la sécurité des équipements, de la régulation des activités du secteur pétrolier aval, ainsi que du développement des infrastructures.

Le programme prévoit également, selon la même source, des échanges sur la transformation numérique des activités de l'Autorité tchadienne et le développement d'outils destinés à moderniser ses processus, outre le renforcement des compétences de ses personnels dans plusieurs de ses domaines de spécialisation.


Une coopération durable et structurée.

La mission comprend aussi l'organisation d'ateliers de travail et de visites techniques dans des installations industrielles, permettant aux deux parties d'échanger leurs expériences et leurs meilleures pratiques, et de débattre des défis techniques, opérationnels et réglementaires liés aux installations d'hydrocarbures.

L'ALGÉRIE PARTENAIRE STRATÉGIQUE DU NIGER

L'Algérie soutient, notons-le, les pays africains dans le secteur de l'énergie en partageant son expertise technique, en réalisant des investissements, mais aussi à travers la réalisation de projets solidaires.

Un intérêt particulier est accordé aux projets de coopération avec les pays africains dans le secteur de l'énergie, avec des réunions périodiques visant le suivi de ces dossiers. Une démarche saluée par des pays africains en reconnaissance de l'engagement de l'Algérie. C'est le cas du Niger, qui a salué l'engagement de l'Algérie pour le développement du secteur énergétique nigérien.

Le ministre nigérien du Pétrole, Hamadou Tini, a salué la disponibilité et l'engagement de l'Algérie à contribuer au développement du secteur énergétique de son pays, notamment dans les hydrocarbures, soulignant que le Niger considère l'Algérie comme un partenaire stratégique et ambitionne de fonder avec elle une coopération durable et structurée.

Le ministre nigérien, qui s'est exprimé mercredi dernier, a mis en avant les efforts de l'Algérie, et ce lors d'une rencontre avec la presse, tenue à Niamey et consacrée aux activités et aux avancées du secteur pétrolier du Niger, notamment aux activités de la nouvelle campagne de forage de puits dans le bloc pétrolier de Kafra, situé au nord du pays, où le Groupe Sonatrach est présent à travers sa filiale SIPEX (Sonatrach International Production and Exploration Corporation).

«Notre ambition est de faire de cette coopération une coopération durable, structurée et créatrice de capacités. Nous saluons donc la disponibilité et l'engagement de l'Algérie, ainsi que l'expertise du Groupe Sonatrach et de ses filiales», a-t-il souligné, ajoutant que le Niger considère l'Algérie comme «un partenaire stratégique dans le développement de son secteur énergétique, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant».

Évoquant l'état de la coopération entre les deux pays, il a souligné l'importance de l'expertise algérienne dans l'accompagnement du Niger pour la valorisation de ses ressources énergétiques, rappelant que cette dynamique de coopération s'est concrétisée cette année par plusieurs initiatives.

Signalant les cadres régissant la coopération bilatérale, Hamadou Tini est revenu sur l'exploitation du bloc pétrolier de Kafra, assurant que les travaux portent actuellement sur la construction de quatre puits d'exploration étalés sur deux ans et confiés par SIPEX à l'Entreprise nationale de forage (ENAFOR), filiale de Sonatrach.

Selon lui, les travaux réalisés sur le bloc Kafra ont mis en évidence «plusieurs découvertes, ainsi qu'un potentiel pétrolier important».

Lilia Ait Akli

FONCIER ECONOMIQUE

Une cartographie pour débloquer l'investissement

LE GOUVERNEMENT veut désormais disposer d'une vision claire du foncier économique et de l'état réel des projets d'investissement à travers le pays. Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a donné jeudi le coup d'accélérateur à cette opération, en ordonnant le lancement immédiat du recensement du foncier et une évaluation précise de l'avancement des projets engagés dans les différentes wilayas.

Présidant une réunion interministérielle, à laquelle les walis ont pris part par visioconférence, le Premier ministre a placé cette démarche dans le prolongement des instructions données la veille par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'objectif est de traduire rapidement ces orientations en mesures concrètes, notamment avec la mise en service, d'ici à la fin septembre, du guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). La première échéance concerne le foncier industriel, agricole et touristique. Les walis ont été chargés de travailler avec les ministères de l'Industrie, du Tourisme et de l'Agriculture, chacun selon la nature des terrains concernés, afin de rassembler les données nécessaires et d'établir, avant la fin du mois, une cartographie précise du foncier économique disponible. Cette base doit ensuite être mise à la disposition du guichet unique pour faciliter l'orientation des investisseurs.

Sur le volet industriel, Sifi Ghrieb a demandé un inventaire détaillé des projets et une évaluation rigoureuse de leur niveau d'avancement. Cette opération devra être menée selon un modèle unifié dans l'ensemble des wilayas, afin de disposer d'une lecture homogène de la situation et, surtout, d'identifier les obstacles qui continuent de freiner certains investissements. L'enjeu est de permettre aux opérateurs de bénéficier d'un accompagnement plus ciblé et de lever les blocages au cas par cas. Le Haut-commissariat à la numérisation apportera son appui à cette opération, appelée à s'appuyer sur des données fiables et actualisées. Le Premier ministre a également demandé que soient clairement distingués les nouveaux projets d'investissement des projets d'extension, afin d'éviter toute confusion dans l'évaluation globale du portefeuille d'investissements.

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire a, pour sa part, été chargé d'accompagner les walis par l'intermédiaire de ses directions de wilaya. Une mobilisation interministérielle qui traduit la volonté des pouvoirs publics de passer rapidement du recensement à l'exploitation effective des données, avec l'objectif de mieux orienter le foncier disponible et de donner davantage de visibilité aux investisseurs.

Aymen D.



STRATÉGIE NATIONALE DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE À L'HORIZON 2035

Le pari de l'Algérie pour moins consommer

LE MINISTRE de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a insisté sur la nécessité de traduire le projet de stratégie nationale de maîtrise de l'énergie en «objectifs clairs» et en «mesures concrètes» pouvant être appliquées, suivies et évaluées.

L'objectif est de faire de la maîtrise de l'énergie un levier du développement économique durable et de ne pas se contenter de simples mesures conjoncturelles de rationalisation de la consommation, a indiqué le ministre lors de la réunion de travail de la commission de coordination du ministère tenue, avant-hier, et consacrée à l'examen du projet de stratégie nationale de maîtrise de l'énergie à l'horizon 2035, selon un communiqué du ministère.

Ce projet vise à définir une trajectoire stratégique axée sur la rationalisation de l'utilisation de l'énergie et l'amélioration de l'efficacité de la consommation, tout en œuvrant progressivement à dissocier la croissance de la consommation énergétique de la croissance économique. Il doit ainsi contribuer au renforcement de la compétitivité de l'économie et à la préservation des ressources énergétiques.

Le projet repose également sur une approche multisectorielle, plusieurs secteurs étant concernés par la maîtrise de l'énergie, notamment l'habitat, l'industrie, les transports, les collectivités locales, les technologies numériques de pointe ainsi que la production et la distribution de l'eau.

La réunion a permis de passer en revue les principaux axes du projet, de discuter de ses objectifs et priorités et d'examiner les moyens à même d'assurer la cohérence et la complémentarité des mesures proposées entre les différents secteurs concernés, a précisé le ministère.

Elle a conclu à la nécessité de poursuivre l'enrichissement du projet de stratégie et de définir et hiérarchiser les priorités ainsi que les objectifs opérationnels à concrétiser à l'horizon 2035, notamment dans les domaines de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la rationalisation de la consommation.

Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité d'intégrer les technologies numériques et les solutions innovantes aux outils de suivi de la consommation énergétique et de mettre en place un cadre opérationnel mesurable permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de la stratégie.

Hamid B.

MÉDÉA

L'université Yahia Farès passe à l'ISO 9001-2015

DANS le cadre de la formalisation de l'accompagnement pour la mise en œuvre de la norme ISO 9001-2015 entre l'université de Médéa et l'Institut national de la productivité et du développement industriel (INPED), une réunion s'est tenue, jeudi, en présence du comité de pilotage du projet de mise en place du système de management de la qualité au sein de l'université de Médéa.
Selon la direction de l'université, la réunion a permis de faire le point sur l'avancement du processus de mise en œuvre de la norme, de discuter des différents aspects liés à la concrétisation du système de management de la qualité et d'évaluer l'état d'avancement des travaux réalisés.
Lors de cette réunion, les conseillers chargés de l'accompagnement ont apporté des précisions sur les différentes étapes à suivre dans la mise en œuvre de la norme. Ils ont également répondu aux questions et préoccupations liées à ce processus ainsi qu'aux exigences à satisfaire lors des phases ultérieures.
En outre, une présentation des réalisations accomplies par l'université de Médéa a été faite concernant l'élaboration et l'organisation des opérations, procédures, formulaires et registres liés au système de management de la qualité, ainsi que leur mise en application.
L'occasion a également été saisie pour présenter les initiatives et les outils numériques développés afin de soutenir la démarche qualité, à travers plusieurs plateformes mises en place par l'université dans le cadre du projet de déploiement du système de management de la qualité.
L'université a notamment mis en place une plateforme dédiée à la gouvernance et au leadership, visant à soutenir, organiser et assurer le suivi des différents aspects liés au leadership et à la gouvernance. Une autre plateforme, consacrée à la satisfaction des parties prenantes, permet de mesurer et d'analyser leur niveau de satisfaction afin d'appuyer les processus d'évaluation et d'amélioration continue.
Les travaux réalisés en matière de documentation du système de management de la qualité ont également été abordés, notamment la définition des processus et des procédures, l'élaboration de modèles et de registres, ainsi que le développement de mécanismes de mesure, de suivi et d'évaluation. Ces avancées traduisent la transition progressive de la phase de préparation à celle de la mise en œuvre effective.
« Une feuille de route claire a été établie pour les prochaines étapes, définissant les priorités et les mesures à mettre en œuvre pour la poursuite du travail selon une méthodologie structurée et progressive, en vue de bâtir un système de management de la qualité efficace, durable et conforme aux exigences de la norme ISO 9001-2015 », précise-t-on.
Cette démarche, précise-t-on, réaffirme l'engagement de l'université de Médéa à promouvoir une culture de la qualité et à œuvrer pour l'amélioration continue des services universitaires ainsi que de la performance institutionnelle, conformément à sa volonté de bâtir une université plus efficace, mieux organisée et capable de répondre aux attentes des différentes parties prenantes.

Nabil B.

RENTRÉE SCOLAIRE

Saâdaoui fixe les priorités

Restauration et transport scolaires dès le premier jour, enseignants installés dans les délais et suivi quotidien des établissements, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a donné des instructions fermes pour garantir une rentrée scolaire sereine et organisée. Une attention particulière est accordée aux wilayas touchées par les incendies, notamment Jijel.


Mohamed Seghir Saadaoui.

Lors d'une conférence nationale tenue mercredi en visioconférence avec les directeurs de l'éducation et les directeurs délégués, le ministre Mohamed Seghir Saâdaoui a exigé que les établissements soient prêts dès le premier jour et que les principaux services destinés aux élèves soient assurés sans interruption.
La restauration scolaire devra ainsi être opérationnelle dès la reprise des cours, tandis que le transport scolaire devra faire l'objet d'une attention particulière. Le ministre a également insisté sur l'achèvement des opérations de nettoyage des établissements, en coordination avec les collectivités locales, ainsi que sur la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer une rentrée organisée.
La situation des établissements scolaires affectés par les récents incendies a occupé une place centrale dans la réunion. À Jijel, le directeur de l'éducation a présenté un état des lieux des structures endommagées et des opérations de réhabilitation engagées.
Selon les données présentées lors de la conférence, l'ensemble des établissements concernés devrait être réceptionné au plus tard au début de la semaine prochaine, après l'achèvement des travaux de remise en état.
Le ministre a toutefois exigé un suivi quotidien et de terrain de leur situation, mais également de celle des familles et des élèves sinistrés. Il a annoncé une visite à Jijel jeudi afin de constater directement l'état d'avancement des opérations et de prendre les mesures nécessaires pour garantir une rentrée normale dans cette wilaya particulièrement touchée.
La finalisation des opérations d'encadrement constitue également un point de vigilance. Le directeur des ressources humaines a présenté l'état d'avancement des procédures de nomination des enseignants, notamment les opérations de vérification, la signature définitive des procès-verbaux et les affectations.
Le ministre a ordonné d'accélérer ces démarches afin de permettre aux enseignants de rejoindre leurs établissements dans les délais fixés. L'objectif est d'éviter toute perturbation liée au manque d'encadrement au début de l'année scolaire.

Mieux gérer les moyens disponibles

Au-delà des préparatifs immédiats, Mohamed Seghir Saâdaoui a appelé à une meilleure exploitation des infrastructures et des ressources humaines disponibles. Il a notamment insisté sur l'amélioration de la carte scolaire, la maîtrise du volume horaire des enseignants et des personnels, ainsi que sur une répartition plus efficace des personnels d'encadrement.
Le ministre a également demandé un suivi plus rigoureux des projets, en particulier ceux considérés comme urgents, et une coordination renforcée avec les collectivités locales.
La numérisation devra, de son côté, permettre une meilleure maîtrise des inscriptions des élèves et des effectifs des personnels, afin de disposer de statistiques fiables et d'améliorer la prise de décision.
La réunion a également été consacrée à la mise en œuvre des orientations du président de la République issues du dernier Conseil des ministres. Sur ce volet, le ministre a insisté sur la nécessité de préserver l'école des conflits politiques et des courants idéologiques.
Il a appelé les responsables et l'ensemble de la communauté éducative à protéger les établissements scolaires contre les manifestations d'extrémisme et de violence idéologique, afin de maintenir l'école comme un espace consacré à l'enseignement et à l'apprentissage.
L'Inspection générale de l'Éducation nationale devra, dans ce cadre, intensifier son action. Le ministre a également ordonné l'activation du règlement intérieur unifié des établissements éducatifs, récemment adopté.
En matière de gestion, le ministre a appelé à une utilisation optimale des moyens et des acquis dont dispose le secteur, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité et la qualité du service éducatif.
Il a notamment demandé de mieux maîtriser les besoins en ressources humaines et les postes vacants, en évitant la création de nouveaux postes sauf en cas d'extrême nécessité. Les projets devront, eux aussi, être inscrits et réalisés en fonction des besoins réels du secteur.
En clôturant la conférence, Mohamed Seghir Saâdaoui a réaffirmé la priorité accordée au suivi de terrain et à la mobilisation des moyens humains et matériels. Il a appelé les directeurs de l'éducation et les directeurs délégués à tout mettre en œuvre pour assurer une rentrée calme et organisée, avec des établissements prêts, des enseignants en poste et les services essentiels garantis dès le premier jour.

Lynda Louifi

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Retour aux horaires et coefficients de 2006

LE MINISTÈRE de l'Éducation nationale revient sur sa décision du 28 juillet relative aux horaires et aux coefficients de l'enseignement secondaire. Un nouveau texte annule les modifications introduites cet été et rétablit les dispositions de la décision n°186 de 2006, à quelques jours de la rentrée scolaire.
Signée par le ministre de l'Éducation nationale, cette nouvelle décision intervient à la suite des conclusions du Conseil des ministres du 6 septembre. Elle acte clairement l'abrogation du dispositif arrêté en juillet et entraîne, de fait, un retour aux dispositions précédemment en vigueur.
La décision n°36 précise, dans son premier article, l'annulation de la décision n°20 du 28 juillet 2026. Son deuxième article prévoit également l'abrogation de l'ensemble des circulaires prises en application du texte annulé, et ce, à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle décision.
Le ministère confirme, en parallèle, le maintien en vigueur de la décision n°186 du 23 mars 2006, relative aux horaires et aux coefficients de l'enseignement secondaire général et technologique.
Concrètement, les établissements concernés sont donc appelés à revenir à l'application des dispositions de ce texte, après l'annulation des modifications introduites par la décision de juillet. Les circulaires liées à cette dernière sont également concernées par l'abrogation.
Le nouveau texte met ainsi fin au dispositif introduit quelques semaines auparavant et redéfinit le cadre réglementaire applicable aux horaires et aux coefficients dans le secondaire général et technologique.
Le ministère de l'Éducation nationale demande à l'ensemble des parties concernées de se conformer aux dispositions de la nouvelle décision. Celle-ci doit, par ailleurs, être publiée dans le Bulletin officiel du ministère.
Cette révision intervient dans un contexte de réajustement de l'organisation pédagogique du cycle secondaire, à la suite des orientations issues du Conseil des ministres du 6 septembre. Elle vient surtout clarifier le cadre réglementaire applicable à l'approche de la rentrée scolaire, en rétablissant les dispositions de la décision n°186 de 2006.

Lynda L.

YÉMEN

Après la prise de Mokha, les Houthis se rapprochent de Bab el-Mandeb

Les Houthis ont pris Mokha et progressent désormais vers Dhubab, les îles Hanish et Bab el-Mandeb. Malgré des dizaines de frappes saoudiennes, les forces gouvernementales ont reculé sur la côte occidentale. Cette avancée menace une route maritime devenue encore plus stratégique avec les perturbations du détroit d'Ormuz.



Les Houthis ont remporté jeudi 10 septembre l'un de leurs gains territoriaux les plus importants depuis plusieurs années en s'emparant de Mokha, port stratégique de la côte occidentale du Yémen. Les forces gouvernementales soutenues par l'Arabie saoudite ont dû se replier vers le sud, tandis que les rebelles poursuivent désormais leur progression en direction de Bab el-Mandeb et des îles Hanish. La chute de Mokha constitue un sérieux revers pour le gouvernement yéménite. La ville servait de point d'appui majeur aux forces contrôlant la côte de la mer Rouge. Le prochain verrou est désormais Dhubab, situé directement sur le détroit, face à l'île stratégique de Perim. La maîtrise de ces positions donnerait aux Houthis une capacité renforcée de surveillance et de pression sur Bab el-Mandeb, passage par lequel transite environ 7 % de l'approvisionnement pétrolier mondial. L'Arabie saoudite en difficulté Cette avancée survient malgré une forte reprise de l'intervention saoudienne. Après les attaques houthies contre le sud du royaume et plusieurs installations énergétiques, Riyad a intensifié ses raids au Yémen. Le porte-parole militaire houthi avait fait état mercredi de 54 frappes saoudiennes en douze heures contre plusieurs provinces. Ces bombardements n'ont pourtant pas empêché la progression rebelle sur la façade maritime. Pour Riyad, l'enjeu dépasse désormais le Yémen. Alors que le trafic pétrolier est déjà fortement perturbé à Ormuz, une menace simultanée sur Bab el-Mandeb fragiliserait également la route de la mer Rouge utilisée pour contourner le Golfe. La prise de Mokha modifie donc le rapport de force : malgré leur supériorité aérienne, l'Arabie saoudite et ses alliés yéménites peinent pour l'instant à stopper l'offensive terrestre houthie.

L'escalade est également aérienne. Le porte-parole militaire houthi Yahya Saree affirme que l'Arabie saoudite a mené 54 frappes en seulement douze heures contre six provinces, dont al-Jawf, Marib, Taëz, Hodeïda et Saada. Les Houthis promettent de riposter. Ils revendiquent parallèlement des attaques contre des installations d'Aramco et plusieurs villes du sud saoudien, notamment Abha, Jizan, Najran et Khamis Mushait. Riyad avait déjà fait état de 73 blessés lors de récentes frappes. Sur le terrain, les forces gouvernementales assurent poursuivre leur progression à al-Jawf, où elles disent avoir coupé plusieurs axes de ravitaillement houthis. Des renforts sont également envoyés vers la côte occidentale. L'enjeu principal reste désormais Bab el-Mandeb : les Houthis progressent vers plusieurs positions stratégiques autour d'al-Makha et de Dhubab, menaçant d'accroître leur contrôle sur ce passage crucial pour les exportations pétrolières et le commerce mondial. Cette reprise généralisée des combats est la plus grave depuis la trêve de 2022. Selon l'OMS, plus de 1 000 personnes ont déjà été tuées ou blessées et des dizaines de milliers ont été déplacées. Le risque est désormais celui d'un retour à une guerre ouverte, avec une dimension régionale de plus en plus marquée. **R. I.**

11-SEPTEMBRE

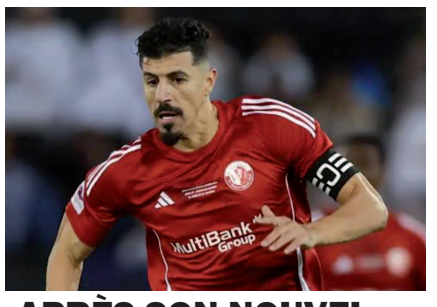
Vingt-cinq ans de guerre et un Moyen-Orient laissé en ruines

Vingt-cinq ans après le 11-Septembre, les guerres lancées au nom de la lutte antiterroriste ont profondément déstabilisé le Moyen-Orient et ses périphéries. Près de 940 000 personnes ont été tuées directement dans les conflits post-2001, pour un coût américain dépassant 8 000 milliards de dollars. Vingt-cinq ans après les attentats du 11 septembre 2001, le bilan de la « guerre contre le terrorisme » lancée par Washington est accablant. L'Afghanistan fut envahi dès octobre 2001, puis l'Irak en 2003 sur la base d'armes de destruction massive qui ne furent jamais trouvées. Deux décennies d'occupation, de bombardements, de guerres par procuration et d'opérations spéciales ont ensuite étendu le conflit à la Syrie, au Yémen, à la Somalie et au-delà. Le coût humain est immense. Selon le projet Costs of War de l'université Brown, les guerres post-11-Septembre ont causé environ 940 000 morts directs, dont plus de 430 000 civils. En incluant les décès indirects liés à la destruction des systèmes de santé, aux déplacements, à la faim et aux maladies, le bilan pourrait atteindre 4,5 à 4,7 millions de morts. En Irak seulement, entre 275 000 et 306 000 personnes ont été tuées directement entre 2003 et 2021, dont près de 186 000 à 209 000 civils. En Afghanistan, environ 176 000 morts directs sont recensés sur la même période. Un fiasco stratégique, humain et financier Le fiasco est aussi stratégique. Les talibans sont revenus au pouvoir à Kaboul en 2021, vingt ans après avoir été chassés. L'invasion de l'Irak a détruit l'État, alimenté les fractures confessionnelles et créé un terrain favorable à l'émergence de l'organisation État islamique. Dans toute la région, la militarisation américaine a renforcé l'instabilité qu'elle prétendait combattre. Washington a dépensé plus de 8 000 milliards de dollars dans ces guerres, tout en déplaçant au moins 38 millions de personnes. Vingt-cinq ans après le 11-Septembre, la « guerre contre le terrorisme » apparaît moins comme une victoire que comme une succession d'interventions coûteuses, destructrices et souvent contre-productives. Le Moyen-Orient en porte encore les cicatrices, tandis que les États-Unis continuent de privilégier la force militaire comme instrument central de leur politique régionale. **R. I.**

UKRAINE

La Pologne entend céder un lot d'armes obsolètes

La Pologne prévoit de céder à Kiev des armes arrivant au terme de leur durée d'utilisation, une logique déjà assumée par plusieurs des alliés de l'Ukraine. Au fil des années, Kiev a accumulé tellement d'équipements obsolètes que, selon certains responsables ukrainiens, elle sert déjà de polygone pour l'élimination des anciens arsenaux occidentaux. La Pologne s'apprête à envoyer un nouveau lot d'armes en Ukraine, a déclaré le ministre polonais de la Défense, Wladislaw Kosiniak-Kamysz. Mais il y a une nuance : il a précisé qu'il était prévu de céder à Kiev des armes dont la durée de vie utile arrive à son terme. Il s'agit de matériels et d'armements que l'armée polonaise ne prévoit pas de continuer à utiliser. Ce n'est pas la première fois que l'Ukraine reçoit de ses alliés des armes obsolètes, à peine aptes au service. Dès avril 2022, l'ancien chancelier allemand Olaf Scholz avait déclaré que Berlin fournissait à Kiev du matériel soviétique obsolète. À l'époque, il s'était justifié en affirmant que, dans le contexte du conflit ukrainien, les Ukrainiens n'avaient tout simplement pas le temps d'apprendre à manier des armes modernes, et que l'Allemagne n'avait pas le droit de négliger sa propre sécurité, d'autant plus qu'elle ne disposait pas d'importants stocks « excédentaires ». L'Ukraine, un terrain d'essai pour l'élimination des armes obsolètes ? Des années plus tard, la situation n'a pas changé, seules les formulations ayant évolué. En octobre 2024, l'ancien ministre français de la Défense et actuel Premier ministre, Sébastien Lecornu, a déclaré que la France envoyait à l'Ukraine du matériel ancien, tout en modernisant ses propres forces armées. De la même manière, la Grèce, l'Italie et les États-Unis ont fourni à Kiev des armes inutiles. Même en Ukraine, certains responsables ont commencé à l'admettre : le territoire ukrainien est devenu un terrain d'essai pour la mise au rebut des vieilles armes occidentales. Dans le même temps, l'Ukraine connaît une pénurie critique de missiles de défense antiaérienne. Le 6 septembre, le journal The Guardian, citant Serhiï Beskrestnov, conseiller de Zelensky chargé des technologies de défense, a rapporté que Kiev craignait de ne pas recevoir un nombre suffisant de missiles antiaériens Patriot pour assurer sa défense pendant l'hiver à venir. La Russie condamne les livraisons d'armes occidentales, affirmant qu'elles font obstacle au règlement du conflit et y impliquent directement les pays de l'OTAN, qui « jouent avec le feu ». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné que tout convoi transportant des armes destinées à l'Ukraine deviendrait une cible légitime pour la Russie. Le Kremlin a également insisté sur le fait que l'approvisionnement massif de l'Ukraine en armes par l'Occident ne favorisait pas les négociations et aurait des répercussions négatives. **R. I.**



APRÈS SON NOUVEL INCIDENT AVEC AL-SHAMAL

Bounedjah encore expulsé, la tension monte

BAGHDAD Bounedjah a de nouveau fait parler de lui pour son comportement sur le terrain. L'attaquant algérien a été expulsé après le coup de sifflet final du match entre Al-Shamal et Al-Wakrah, jeudi soir, à l'issue d'une rencontre conclue sur un nul 1-1. Une nouvelle sortie qui intervient quelques jours après l'élimination de son équipe en demi-finale de la Qatar Cup et qui pourrait lui valoir une sanction disciplinaire. La rencontre avait pourtant livré son verdict sans incident majeur jusqu'aux dernières secondes. Al-Shamal avait ouvert la marque par Pablo Marí à la 26e minute, avant qu'Aïssa Laïdouni n'égalise pour Al-Wakrah dans le temps additionnel de la première période. Malgré plusieurs occasions en seconde période, le score n'a plus évolué. Al-Shamal a ainsi porté son total à huit points et occupe les premières places du classement.
Bounedjah, qui n'avait pas débuté la rencontre comme titulaire selon les informations disponibles, s'est toutefois retrouvé au centre de la scène après la fin du match. Dans le temps additionnel, il avait déjà été averti pour contestation. Après le coup de sifflet final, l'attaquant s'est de nouveau dirigé vers l'arbitre Mohamed Ahmed Al-Shammari pour protester contre certaines de ses décisions. L'arbitre lui a alors infligé un carton rouge. Selon plusieurs médias ayant relaté la scène, Bounedjah avait commencé à rejoindre les vestiaires avant de poursuivre ses protestations par des gestes en direction de l'arbitre. Ce dernier l'a alors rattrapé pour lui signifier son expulsion. Le capitaine d'Al-Shamal a vivement réagi à la décision, jetant notamment son brassard au sol, avant que des membres de son club n'interviennent pour tenter de ramener le calme. Cette nouvelle affaire intervient dans un contexte déjà tendu. Le 1er septembre, Bounedjah avait vécu une autre fin de match particulièrement frustrante contre Al-Rayyan en demi-finale de la Qatar Cup. Alors que son équipe était à égalité 3-3, il avait inscrit un but dans le temps additionnel, mais sa réalisation avait été annulée après intervention de la VAR pour une faute préalable. Al-Shamal s'était finalement incliné aux tirs au but, 5-4. Cette succession d'épisodes place donc l'international algérien sous les projecteurs à un moment particulier de sa carrière. Ibrahim Hemdani vient en effet de prendre les commandes de la sélection nationale, en remplacement de Vladimir Petkovic. Le nouveau sélectionneur doit préparer les prochaines échéances des Verts, avec notamment le début des qualifications pour la CAN 2027 prévu en septembre. Sur le plan sportif, Bounedjah devra également composer avec les conséquences de son expulsion. Al-Shamal doit retrouver la compétition dès le 14 septembre face à Al-Ittihad en Ligue des champions asiatique, tandis que la prochaine confrontation de championnat contre Al-Duhail est programmée le 8 octobre. La durée exacte de la suspension de l'attaquant dépendra désormais de la décision des instances disciplinaires compétentes.

LIGUE 1 DE FOOTBALL

L'USMA débloque son compteur et lance sa saison

L'USM Alger tient enfin sa première victoire de la saison. Les Rouge et Noir se sont imposés jeudi soir au stade du 5-Juillet face à la JS El Biar (2-0), à l'occasion de la deuxième journée de la Ligue 1 professionnelle. Après avoir été accrochés à Khenchela lors de leur entrée en lice, les Usmistes ont cette fois fait la différence avec un but dans chaque période.



Les hommes de Lamine N'Diaye ont rapidement pris le contrôle des opérations, même si la JS El Biar a longtemps résisté aux assauts adverses. Après une première demi-heure disputée, Zakaria Draoui a fini par débloquer la situation à la 30e minute. Le milieu usmiste a ainsi permis à son équipe de rejoindre les vestiaires avec une longueur d'avance. Au retour des vestiaires, l'USMA a continué à exercer sa pression et a été récompensée à la 58e minute. Pour sa première réalisation sous le maillot rouge et noir, Mohamed Amine Ramdaoui a doublé la mise et placé les siens dans une position idéale. Le but a définitivement libéré les Usmistes, qui ont ensuite géré leur avantage jusqu'au coup de sifflet final.
La JS El Biar, qui avait déjà subi une défaite face à l'Olympique Akbou lors de la première journée, n'a pas réussi à inverser la tendance. Les El-Biarois ont toutefois tenté de réagir, notamment après la pause, sans parvenir à tromper la vigilance de la défense usmiste. Plusieurs changements opérés au cours de la seconde période n'ont pas permis aux visiteurs de relancer la rencontre. Avec ce succès, l'USM Alger porte son total à quatre points et s'installe provisoirement en tête du classement. Les Rouge et Noir avaient débuté leur championnat par un nul vierge à Khenchela et signent donc leur première victoire à l'occasion de cette deuxième sortie. Pour la JS El Biar, en revanche, le début de saison est plus compliqué. Le promu concède une deuxième défaite consécutive et reste toujours à la recherche de ses premiers points dans l'élite. L'USMA devra désormais confirmer ce succès lors de ses prochaines sorties, avec un déplacement à l'Olympique Akbou prévu lors de la troisième journée.

LIGUE 1

Ben Aknoun et Biskra se quittent sur un nul

L'ES BEN AKNOUN et l'US Biskra se sont neutralisées au terme d'un match animé, jeudi soir au stade du 20-Août-1955 d'Alger, à l'occasion de la deuxième journée de la Ligue 1 professionnelle. Les deux équipes se sont séparées sur un score de 2-2, au terme d'une rencontre qui a connu plusieurs rebondissements et dont le dénouement n'est intervenu qu'à deux minutes de la fin.
Les locaux ont pourtant idéalement lancé leur partie. Adil Djabout a rapidement trouvé le chemin des filets, dès la 5e minute, permettant à Ben Aknoun de prendre les commandes et de mettre la pression sur une formation biskrie qui venait tout juste de retrouver l'élite après une saison en Ligue 2.
L'US Biskra n'a toutefois pas tardé à réagir. Mohamed Belkhedim a remis les deux équipes à égalité à la 22e minute, relançant complètement une rencontre jusque-là dominée dans son entame par les hommes de Ben Aknoun.
Les visiteurs ont ensuite frappé au meilleur moment. Dans le temps additionnel de la première période, Yassine Saïndou a donné l'avantage à l'USB à la 45e+5, permettant aux Biskris de regagner les vestiaires avec un précieux avantage.
Mené au score, Ben Aknoun a accentué sa pression après la pause. Les locaux ont multiplié les tentatives pour revenir dans la partie, face à une équipe de Biskra davantage regroupée et soucieuse de préserver son avantage.
Les efforts de l'ESBA ont finalement été récompensés dans les dernières minutes. Youcef Bechou a trouvé la faille à la 88e minute pour remettre les deux formations à égalité et éviter aux siens une première défaite à domicile.
Le score n'évoluera plus. Ben Aknoun, qui compte désormais quatre points après deux journées, confirme ainsi son bon début de saison, tandis que l'US Biskra décroche son premier point depuis son retour parmi l'élite. Le club biskri avait en effet retrouvé la Ligue 1 après avoir terminé en tête de son groupe de Ligue 2 lors de la saison précédente.
Ce partage des points laisse donc un goût différent aux deux formations. Ben Aknoun pourra regretter d'avoir laissé filer une victoire après avoir mené rapidement, alors que Biskra peut se satisfaire d'avoir résisté jusqu'au bout et arraché un nul précieux à l'extérieur.
Cette deuxième journée de Ligue 1 se poursuit avec plusieurs affiches au programme. Les deux équipes devront désormais confirmer cette première dynamique lors de leurs prochaines sorties, avec l'ambition d'engranger davantage de points pour s'installer rapidement dans le rythme du championnat.

STADE D'AKBOU

La Soummam tient enfin son écrin

L'attente est enfin terminée pour toute une région. Le nouveau stade des Martyrs d'Akbou s'apprête à ouvrir officiellement ses portes ce dimanche, marquant un tournant pour le sport local. Le feu vert des autorités est désormais donné, une annonce officialisée mercredi dernier par l'APC à travers des invitations adressées à la presse.



Récemment, une commission d'homologation réunissant la Fédération algérienne de football (FAF), la Protection civile et les services de sécurité a inspecté minutieusement le site. En présence des autorités locales, des maîtres d'œuvre et des dirigeants de l'Olympique Akbou (OA), la commission a délivré un avis favorable.

Pour rappel, l'inauguration de la structure était initialement prévue il y a deux semaines. Elle avait dû être ajournée en raison des dégâts matériels, des préjudices moraux et surtout de la tragédie humaine causée par les feux de forêt dans plusieurs localités de la wilaya et de l'Est du pays. Les dernières réserves ayant été levées, le stade est désormais pleinement autorisé à accueillir les compétitions officielles.

La cérémonie d'ouverture s'annonce grandiose. Elle débutera par une visite des installations du stade, suivie d'expositions retraçant la Révolution et l'histoire de l'Olympique d'Akbou, ainsi que d'un défilé des associations sportives locales et régionales. Les allocutions des autorités précéderont le coup d'envoi des festivités sportives, avec une série de matchs de gala.

En ouverture, un match des petites catégories opposera le CSA Jeunes Talents d'Akbou à la JSA. Il sera suivi d'une affiche entre les U18 de l'Olympique d'Akbou et le MC Alger à 17h. Une rencontre de gala mettra ensuite aux prises les vétérans de l'Olympique d'Akbou et la sélection de wilaya des vétérans. En clôture, à 19h, le CFA affrontera l'Étoile athlétique de Sétif.

Cette ouverture couronne un long processus de suivi administratif. Récemment, une réunion de coordination avait été présidée par le secrétaire général de la wilaya de Béjaïa, wali par intérim, en présence du directeur de la Jeunesse et des Sports, du chef de la daïra d'Akbou, du représentant de l'APC, ainsi que des responsables sécuritaires et techniques. Les discussions avaient porté sur l'accélération des derniers réglages administratifs et sécuritaires. M. Yahiaoui avait alors appelé à une étroite coordination intersectorielle afin de lever les dernières réserves et de garantir un accueil optimal du public et des équipes.

Conçu pour répondre aux exigences du football de haut niveau, le complexe offre des infrastructures modernes. Il dispose de 12 000 places, dont plus de 11 000 assises sous des tribunes couvertes, d'une pelouse de dernière génération adaptée au jeu rapide, d'un éclairage nocturne performant, d'une zone de presse dédiée, d'espaces administratifs, d'une billetterie moderne et de vestiaires spacieux pour les équipes locales, les visiteurs et les arbitres, répondant aux normes d'hygiène actuelles. Le stade dispose également d'un système de surveillance renforcé et d'accès fluidifiés.

Si ce chantier a connu une accélération décisive ces dernières années, il le doit en grande partie aux exploits de l'Olympique Akbou. L'ascension fulgurante du club jusqu'à l'élite, en Ligue 1 Mobilis, avait rendu l'ancien stade communal du 1er-Novembre obsolète face à l'affluence grandissante des supporters.

«Akbou mérite un stade digne de son équipe. Ce projet est une bouffée d'oxygène pour la jeunesse locale qui s'identifie pleinement à la réussite de l'OA», se réjouissent les acteurs locaux.

Ce complexe s'affirme aussi comme un levier de développement pour la vallée de la Soummam. Les jours de match, l'afflux des supporters devrait dynamiser le commerce, la restauration et les transports locaux, tout en offrant un nouvel espace à l'éclosion des jeunes talents de la région.

En s'offrant cette vitrine moderne, la wilaya de Béjaïa renforce un peu plus sa place sur la carte sportive nationale. La nouvelle structure n'attend désormais plus que le coup d'envoi pour écrire une nouvelle page du football local.

N. Bensalem



LUTTE DE PLAGE

Quatre médailles pour l'équipe nationale militaire à Lagos

L'ÉQUIPE nationale militaire algérienne de lutte de plage a décroché quatre médailles au Senior World Military Beach Wrestling Challenge, organisé les 10 et 11 septembre à Lagos, au Nigeria. Une médaille d'argent et trois en bronze viennent récompenser la participation algérienne à ce rendez-vous international inscrit au calendrier de United World Wrestling.

Les représentants algériens ont ainsi réalisé une prestation encourageante, avec une présence sur plusieurs podiums. Cette moisson vient confirmer les progrès de la lutte de plage au sein du sport militaire algérien et la capacité de ses athlètes à se distinguer sur la scène internationale.

Au lendemain de ces résultats, le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderrahmane Hammad, a adressé ses chaleureuses félicitations et ses sincères marques de reconnaissance au ministère de la Défense nationale, à la Direction des sports militaires ainsi qu'à l'ensemble des membres de l'équipe nationale militaire de lutte de plage. Abderrahmane Hammad a également salué les efforts consentis par les athlètes, les staffs technique et administratif, estimant que ces résultats contribuent à honorer les couleurs nationales dans les compétitions internationales. Il a souhaité aux représentants algériens davantage de succès et de distinctions lors des prochaines échéances.

Avec cette récolte de quatre médailles à Lagos, la sélection nationale militaire confirme ainsi sa présence sur la scène internationale et poursuit sa dynamique dans une discipline qui gagne progressivement en visibilité.

VOLLEY-BALL

L'Algérie et l'Égypte renforcent leur coopération

LA FÉDÉRATION algérienne de volleyball (FAVB) et son homologue égyptienne ont scellé un accord de coopération et de partenariat destiné à renforcer les échanges entre les deux pays, notamment dans le domaine de la formation et du développement des jeunes catégories.

L'accord a été signé au Caire par le président de la FAVB, Mohand Temdertaza, et son homologue égyptien, Yasser Qamar, a indiqué jeudi la Fédération algérienne dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

Cette convention prévoit le développement d'actions communes dans plusieurs domaines, avec un intérêt particulier accordé aux catégories d'âge. Elle doit notamment favoriser les échanges d'expériences et le partage d'expertise en matière de formation et de développement des jeunes volleyeurs.

Pour la FAVB, ce rapprochement intervient dans le cadre de la démarche engagée pour renforcer la détection, la formation et l'accompagnement des jeunes talents. La coopération avec la Fédération égyptienne vient ainsi soutenir les mesures récemment adoptées dans le cadre de la restructuration du système national de formation.

La Fédération algérienne avait notamment annoncé la création d'un Conseil national de détection des talents, ainsi que la mise en place d'un projet national consacré à la détection et au suivi des jeunes joueurs. Elle prévoit également l'organisation de championnats d'élite destinés aux catégories U16 et U19.

En outre, les deux fédérations veulent donc multiplier les échanges et favoriser le partage des expériences, avec l'objectif de renforcer l'encadrement des jeunes et de faire émerger davantage de talents.

La coopération algéro-égyptienne pourrait également ouvrir la voie à de nouvelles initiatives communes au profit des catégories jeunes et contribuer à enrichir les dispositifs de formation dans les deux pays.

Echanges d'expériences et partage d'expertise dans la formation et le développement

POUR LA FAVB, ce rapprochement intervient dans le cadre de la démarche engagée pour renforcer la détection, la formation et l'accompagnement des jeunes talents. La coopération avec la Fédération égyptienne vient ainsi soutenir les mesures récemment adoptées dans le cadre de la restructuration du système national de formation. La Fédération algérienne avait notamment annoncé la création d'un Conseil national de détection des talents, ainsi que la mise en place d'un projet national consacré à la détection et au suivi des jeunes joueurs. Elle prévoit également l'organisation de championnats d'élite destinés aux catégories U16 et U19. En outre, les deux fédérations veulent donc multiplier les échanges et favoriser le partage des expériences, avec l'objectif de renforcer l'encadrement des jeunes et de faire émerger davantage de talents. La coopération algéro-égyptienne pourrait également ouvrir la voie à de nouvelles initiatives communes au profit des catégories jeunes et contribuer à enrichir les dispositifs de formation dans les deux pays.

ÉDITION DE 40 NOUVEAUX TITRES

L'OPU renforce son offre en langue anglaise

A L'APPROCHE de la rentrée universitaire 2026-2027, l'Office des publications universitaires (OPU) renforce son offre de références scientifiques en langue anglaise. Quarante nouveaux titres couvrant différentes spécialités académiques et scientifiques viennent ainsi enrichir son catalogue, avec l'objectif de répondre aux besoins des étudiants, enseignants et chercheurs, indique un communiqué de l'Office.

Cette démarche s'inscrit dans les orientations du ministère de l'Enseignement supérieur visant à consolider l'usage de la langue de Shakespeare dans l'enseignement et la publication scientifique.

En parallèle, l'OPU poursuit la modernisation de sa bibliothèque numérique et mise sur l'intelligence artificielle pour faire évoluer progressivement le livre numérique vers le «livre intelligent». Une transformation qui vise également à améliorer la visibilité de la production scientifique algérienne et la présence des chercheurs nationaux dans l'espace scientifique international.

En effet, la sortie de ces publications s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée universitaire et de la concrétisation des orientations de la tutelle visant à «renforcer l'usage de la langue anglaise dans les domaines de l'enseignement et de la publication scientifique», précise le document.

Dans ce cadre, «40 titres en langue anglaise ont été édités dans différentes spécialités scientifiques et académiques, contribuant ainsi à la mise à disposition de références scientifiques actualisées répondant aux besoins des étudiants, des enseignants et des chercheurs, tout en renforçant la place de la langue anglaise au sein de l'Université algérienne», indique la même source.

Parallèlement à ces publications, «l'OPU œuvre, dans le cadre de sa stratégie visant à accélérer la transformation numérique et l'innovation dans le domaine de l'édition universitaire, à développer et à moderniser sa bibliothèque numérique, accessible via le lien www.opu.udl.dz, qui comprend un nombre important de livres et de documents électroniques», ajoute le communiqué. Cette modernisation est également illustrée par «l'intégration des technologies de l'intelligence artificielle et d'un assistant intelligent, permettant de passer progressivement du livre numérique au livre intelligent, qui facilite la recherche, accélère l'accès à l'information et propose des références et des contenus scientifiques pertinents de manière plus précise et efficace». Ces techniques ont vocation à «renforcer la présence de la production scientifique algérienne dans les moteurs de recherche et les plateformes d'intelligence artificielle, contribuant ainsi à améliorer la visibilité des ouvrages algériens, à accroître leur taux de citation scientifique et à renforcer la place des auteurs algériens et de l'Université algérienne dans l'espace scientifique et numérique», souligne l'Office.

Ces efforts «s'inscrivent dans le cadre du développement de l'édition universitaire, du soutien à la production scientifique en langue anglaise, du renforcement de la transformation numérique et de l'innovation, ainsi que de la promotion de la sécurité cognitive nationale, au service de l'Université algérienne», conclut la même source.

CONSTANTINE

Le palais Ahmed Bey attire près de 15.000 visiteurs en six mois

Le Palais Ahmed Bey confirme son attractivité auprès des visiteurs algériens et étrangers. Ce lieu mythique baptisé «Musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine» a accueilli près de 15.000 visiteurs durant le premier semestre 2026, enregistrant une progression sensible par rapport aux deux années précédentes.



Le monument avait reçu 13.626 visiteurs durant la même période en 2025, contre 11.844 en 2024. Étudiants, écoliers, touristes, chercheurs, créateurs de contenu et délégations officielles figurent parmi les publics attirés par ce haut lieu du patrimoine constantinois.

Des visiteurs venus notamment des Etats-Unis, d'Italie, de Chine, de Pologne, de Grèce, d'Australie, de Russie, du Canada, du Japon et de Jordanie ont également franchi ses portes. Architecture ottomane, zellige, bois sculpté et fresques murales constituent les principaux points d'intérêt du palais classé au patrimoine culturel national, devenu progressivement une destination culturelle et touristique à part entière.

La cheffe du département de la conservation, de l'inventaire et de la restauration du musée, Nour El Houda Chergui, a indiqué que ce chiffre témoigne de l'intérêt croissant porté à ce monument, et de l'affirmation de sa place en tant que destination culturelle et touristique attirant un public aussi bien national qu'international.

Elle a souligné que la fréquentation de ce monument historique, classé au patrimoine culturel national, a enregistré une «hausse notable» par rapport à la même période des années précédentes, ajoutant que cet engouement est le fruit des efforts constants déployés par les travailleurs et les cadres du musée, en coordination avec les autorités locales et les différents partenaires des secteurs de la culture et du tourisme, pour améliorer les conditions d'accueil tout en renforçant la présence du patrimoine algérien aux niveaux national et international.

Mme Chergui a précisé, dans ce contexte, qu'au cours de la même période de l'année 2024, quelque 11.844 visiteurs avaient été enregistrés, tandis que le palais avait accueilli, durant le premier semestre 2025, un total de 13.626 visiteurs.

Le public du musée se compose notamment d'étudiants universitaires, de touristes passionnés par le patrimoine ottoman ainsi que de créateurs de contenu numérique.

La ville des ponts accueille également des visiteurs étrangers venus de plusieurs pays, notamment des Etats-Unis d'Amérique, d'Italie, de Chine, de Pologne, de Grèce, d'Australie, de Russie, du Canada, du Japon et de Jordanie» a-t-elle encore précisé. Ces derniers manifestent un intérêt particulier pour l'architecture ottomane du palais ainsi que pour ses fresques murales illustrant le voyage d'Ahmed Bey aux Lieux Saints et mettant en lumière les itinéraires culturels et historiques de la ville, selon la même source. Selon Mme Chergui, les catégories de visiteurs fréquentant le musée comprennent également, dans le cadre de sorties pédagogiques, des écoliers à qui les équipes chargées de l'encadrement veillent à réserver un accueil en tenues traditionnelles et à leur offrir la possibilité de prendre des photographies souvenirs dans un espace baptisé «Dar Arab», une reconstitution de la maison constantinoise traditionnelle.

Le palais accueille, par ailleurs, des délégations officielles et des chercheurs universitaires s'intéressant notamment à l'étude du zellige, du bois sculpté et des fresques murales, ainsi que des personnes âgées, pour lesquelles la visite du palais constitue une occasion de renouer avec la mémoire collective de la ville, a-t-on précisé.

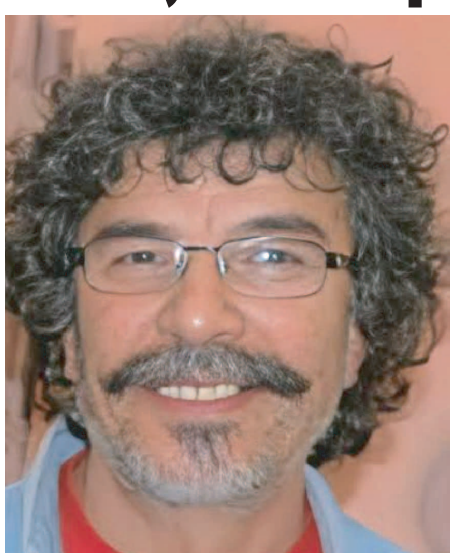
A. B. / Agence

LE THÉATRE CONSTANTINOIS EN DEUIL

Hacène Boubrioua, figure marquante du TRC, n'est plus

HACÈNE BOUBRIOUA, comédien, metteur en scène et homme de théâtre, est décédé ce vendredi laissant derrière lui plusieurs décennies consacrées au quatrième art et une œuvre étroitement liée à l'histoire du Théâtre constantinois Les hommages se sont multipliés après l'annonce de sa disparition, saluant un artiste connu notamment pour ses valeurs humaines et culturelles.

Né en mars 1953, Hacène Boubrioua avait initialement envisagé une carrière dans l'enseignement avant de rejoindre le théâtre amateur. En 1969, il intègre le groupe d'action culturelle (GAC), une expérience qui marque le début d'un parcours qui le conduira quelques années plus tard au Théâtre régional de Constantine. Véritable laboratoire, le GAC avait réuni plusieurs jeunes artistes qui allaient ensuite devenir des figures importantes de la scène locale. Boubrioua y côtoya notamment Chaabane Zouk, Ali Aïssaoui, Azouz Daara, Hassan Boulekhrouf et Djamel Mezouari. Il rejoint la troupe du TRC en 1976 et participe régulièrement à ses productions des années 1980.



Il s'illustre aussi bien comme comédien que comme metteur en scène. Il participe notamment à des productions qui ont marqué l'histoire du théâtre de la ville des ponts, parmi lesquelles Rih Samsar et Edarawiche. Son nom reste également associé à la pièce El Boughi, adaptation d'un poème du melhoun constantinois, qu'il met en scène en 2003. Le défunt a aussi assuré la mise en scène de plusieurs œuvres, dont La Dernière Chanson de Tchekhov, adaptée pour la scène algérienne, ainsi que Monsieur le ministre. Il a par ailleurs travaillé comme assistant puis comme co-metteur en scène aux côtés d'Amar Mahsène sur plusieurs productions. Son parcours s'inscrit dans une génération qui a contribué à faire du TRC l'un des pôles importants du théâtre algérien. Les archives du théâtre constantinois recensent sa présence dans de nombreuses productions et témoignent de la place qu'il a occupée dans cette aventure collective.

Les planches constantinoises perdent ainsi un artiste qui aura traversé plusieurs périodes de l'histoire du théâtre algérien, du théâtre amateur aux grandes productions du TRC. Son parcours laisse surtout l'image d'un homme de scène ayant exercé plusieurs métiers du théâtre et accompagné, durant des décennies, l'évolution du quatrième art à Constantine.**A. B.**

L'IA ne marche pas tant que ça sur LinkedIn, et c'est son CEO qui le dit



LinkedIn a, comme beaucoup, très vite essayé de proposer des outils IA à ses utilisateurs. Mais contrairement à d'autres plateformes, ils ne sont pas pour le moment pas très populaires.

Avoir sur sa plateforme des outils IA est devenu presque une obligation en 2025 pour la plupart des grands réseaux… et LinkedIN n'échappe pas à la règle. Le spécialiste du réseautage professionnel propose ainsi aux internautes certaines nouvelles fonctionnalités alimentées par l'intelligence artificielle. Des fonctionnalités qui sont encore assez boudées, si l'on en croit le patron de la plateforme !

Les utilisateurs de LinkedIn hésitent à faire usage de l'IA

Le patron de LinkedIn, Ryan Roslanky vient de se livrer, durant une interview menée avec le journal Bloomberg. Et l'on y apprend certaines choses intéressantes, comme le fait que l'option IA mise en place par la plateforme afin d'aider à écrire des messages n'est à cette heure pas très courue.

Et ce, pour une raison de crédibilité. « Souvent, lorsque quelque chose semble avoir été produit par l'IA de manière très évidente sur la plateforme, le reste de la communauté vous interpelle. Si vous êtes critiqué sur X ou TikTok, c'est une chose. Mais lorsque vous êtes critiqué sur LinkedIn, cela a un impact réel sur votre capacité à créer des opportunités économiques pour vous-même » explique-t-il.

LinkedIn utilise l'intelligence artificielle pour améliorer la sécurité

« Les gens observent la communauté et s'ils utilisent des outils d'IA, ils reviennent en arrière et s'assurent qu'il y a une touche humaine et authentique en plus » ajoute-t-il. Par ailleurs, si LinkedIn veut pouvoir proposer de l'intelligence artificielle, la plateforme en fait elle-même usage pour mieux détecter les faux profils qui pourraient être créés.

« Nous utilisons évidemment l'IA pour essayer de détecter les faux profils lorsqu'ils sont créés - et il y a beaucoup de traits évidents dans un faux profil » résume Ryan Roslanky dans le même entretien.

Firefox se bonifie doucement dans sa nouvelle version

MOZILLA est en train de déployer la mise à jour de Firefox en version 140. Cette dernière apporte quelques nouveautés.

Rien de révolutionnaire dans Firefox 140. Cette nouvelle mouture propose quelques ajustements concrets pour optimiser la navigation. Il s'agit surtout de fournir de déployer plusieurs nouveautés au sein de la version à support étendu.

Quelques ajustements bienvenus

L'une des nouveautés les plus marquantes récemment introduites au sein de Firefox concerne certainement l'option d'affichage les onglets à la verticale. Les développeurs apportent ici un peu de souplesse avec la possibilité de redimensionner la section des onglets épinglés, que ce soit en mode réduit (icônes) ou étendu

Autre nouveauté, l'internaute peur désormais de libérer manuellement de la mémoire occupée par les onglets inactifs. La gestion automatique n'est pas toujours optimale, pour cette raison, une nouvelle option apparaît dans le menu contextuel des onglets. la page ainsi déchargée ne consomme plus de ressources jusqu'à ce qu'elle soit de nouveau sélectionnée. Firefox 140 simplifie l'ajout de moteurs de recherche personnalisés. Un clic droit dans un champ de recherche compatible permet désormais d'ajouter le moteur au navigateur, avec la possibilité de lui assigner un mot-clé pour un accès rapide via la barre d'adresse. Ce moteur pourra ensuite être configuré par défaut au sein des paramètres.

Windows 11 : bientôt plus de contrôle sur l'affichage des indicateurs système

MICROSOFT teste une nouvelle option permettant de modifier l'emplacement des indicateurs système comme le volume ou la luminosité. Une amélioration attendue de longue date.

Jusqu'à présent, lorsque vous cliquiez sur les icônes de réglage dans la zone de notification ou que vous utilisiez les touches dédiées du clavier, les indicateurs système de Windows 11 s'affichaient automatiquement en bas au centre de l'écran, sans possibilité de les déplacer.

Une contrainte d'interface régulièrement critiquée, notamment lorsque ces éléments venaient masquer du contenu affiché à cet endroit précis.

Mais hauts les cœurs ! Microsoft s'apprête enfin à corriger le tir avec une option permettant de repositionner ces encadrés dans des zones moins intrusives de l'écran.



Des notifications moins visibles, mieux intégrées à l'interface

Si vous avez téléchargé les builds 26200.5661 (KB5060838, canal Dev) ou 26120.4452 (KB5060836, canal Beta), vous devriez enfin pouvoir déplacer ces indicateurs en haut à gauche ou en haut au centre de l'écran. Le réglage se trouve dans les paramètres, sous Système > Notifications > Position de la fenêtre contextuelle.

À noter que Windows 11 ne permet pas de positionner ces éléments dans le coin supérieur droit, probablement pour éviter toute interférence avec les boutons de gestion des fenêtres (réduire, agrandir, fermer).

Ce changement concerne les indicateurs système temporaires qui s'affichent à l'écran lors d'une interaction matérielle ou logicielle – modification du volume, réglage de la luminosité, activation du mode avion, etc. – et vient répondre à des retours récurrents sur leur emplacement jugé peu ergonomique.

Tout vient donc à point à qui sait attendre. Un jour, peut-être aurons-nous aussi le droit de repositionner la barre des tâches en haut de l'interface… ou même, soyons fous, à gauche ou à droite de l'écran.

En attendant, ces builds en test apportent également une nouvelle page d'accueil pour Recall, des options de personnalisation supplémentaires dans le menu Démarrer, et la reprise progressive des actions IA dans l'Explorateur de fichiers.

Windows 11 de Microsoft redéfinit l'expérience utilisateur avec une interface repensée, des widgets personnalisables et une intégration renforcée de Microsoft Teams. Chaque innovation vise à optimiser et enrichir l'utilisation quotidienne de votre appareil. Que vous soyez professionnel, créateur ou utilisateur lambda, Windows 11 répond à vos besoins en alliant efficacité et plaisir d'utilisation.

HP lance WXP : une approche innovante de la gestion IT en entreprise



Fort d'innovation depuis sa création, HP a franchi une nouvelle étape le 2 juin dernier en lançant Workforce Experience Platform, ou WXP. Cette solution innovante vise à transformer profondément les services informatiques des entreprises, dans un contexte où le travail hybride devient une norme, mais aussi une difficulté complexe à gérer. Loin d'être un simple outil de supervision, WXP s'impose comme une plateforme intégrée, proactive et centrée sur l'humain, couvrant l'ensemble du parc informatique, du poste de travail individuel aux équipements collectifs. Voici tout ce qu'il faut savoir.

On doit tous composer avec l'intelligence artificielle : ici, HP a fait le choix de s'en servir pour l'analyse prédictive : Workforce Experience Platform permet non seulement de suivre l'état des appareils et de réduire les dysfonctionnements, mais aussi d'optimiser la sécurité, d'améliorer l'expérience utilisateur et d'accroître la productivité des collaborateurs. « Aujourd'hui, les employés d'une entreprise utilisent de nombreux outils sans cohérence globale », explique Vincent Thura, Chef de produit Services chez HP. « Avec WXP, nous recentralisons tous les services dans un seul environnement intégré. »

WXP, une solution qui permet d'anticiper les problèmes informatiques

De nos jours, les environnements IT n'ont jamais été aussi complexe. « Le monde est hybride, fragmenté. Notre mission est d'aider les DSI à orchestrer cet écosystème, quel qu'il soit », explique Vincent Thura. Grâce à des algorithmes performants et la collecte de données via des agents intelligents, WXP peut repérer des signes précurseurs d'incidents – comme une batterie en fin de vie, un logiciel obsolète ou des crashs récurrents – et intervenir sans attendre qu'un utilisateur lève la main. Cette capacité à traiter les problèmes en amont décharge les équipes IT, souvent sursollicitées lorsque les employés tardent à signaler les dysfonctionnements.

« En croisant toutes ces sources, on permet aux administrateurs d'anticiper les problèmes, plutôt que d'y réagir a posteriori. Cette démarche change profondément la perception des employées sur un service IT. Ils se disent : "Tiens, mon service IT est capable d'identifier un problème et de venir m'aider, avant même que je ne l'ai signalé." » Résultat : un système plus fluide, une productivité renforcée et une meilleure perception du service informatique en interne.

Une solution tournée vers l'efficience et la durabilité

WXP a d'ailleurs d'autres atouts dans sa manche. Par exemple, la solution de HP facilite le suivi énergétique des équipements et favorise l'usage de matériel reconditionné. Elle fonctionne aussi en synergie avec d'autres services HP, tels que MDS (Managed Device Services) ou MPS (Managed Print Services), pour offrir une expérience cohérente et personnalisée.

Bien que sa fonction soit complexe - celle d'unifier toutes les solutions d'un environnement IP, même quand elles viennent d'autres marques que HP - le déploiement de WXP reste finalement très simple et repose sur un accompagnemen

t sur mesure : HP intervient à toutes les étapes, de la mise en œuvre technique à la gestion du changement. « Notre approche repose avant tout sur l'écoute du client. Chaque projet démarre par une compréhension claire de sa situation : où en est-il, quelles sont ses priorités, quels sont ses freins, ses inquiétudes ? Il ne s'agit pas simplement de démontrer les qualités techniques d'un produit, mais d'apporter une réponse concrète à des problématiques réelles, » détaille Vincent.

Sécurité, conformité et évolutivité

WXP accorde également une importance capitale à la sécurité. Toutes les données sont hébergées en Europe, via AWS en Allemagne, garantissant leur conformité avec les standards réglementaires en vigueur. Déjà doté d'une feuille de route jusqu'en 2026, HP prévoit d'élargir les capacités de WXP à de nouveaux périphériques utilisés au quotidien, comme les stations d'accueil ou les écrans. « Nous continuons d'enrichir la plateforme via des acquisitions stratégiques de technologies et brevets pertinents. Par exemple, nous réintégrons une solution de cybersécurité innovante qui permet, même sur des PC éteints ou déconnectés d'Internet, de localiser, bloquer ou effacer des appareils à distance — une fonctionnalité unique sous Windows. »

L'ensemble est déjà disponible en français et les entreprises qui souhaitent tester WXP sont accompagnées d'un interlocuteur HP.

Workforce Experience Platform représente bien plus qu'un simple outil de gestion : c'est une vision renouvelée et centrée sur l'utilisateur, permettant aux entreprises de tester la solution avant d'envisager un déploiement complet. Une nouvelle ère pour les services IT, proactive, intégrée et résolument tournée vers l'avenir.

Adobe déploie deux agents d'IA pour transformer le support client et l'analyse marketing

ADOBE renforce son offre d'intelligence artificielle avec le lancement de deux agents : Product Support Agent et Data Insight Agent. Ils sont conçus pour automatiser le support technique et simplifier l'analyse marketing. Adobe a annoncé le lancement de « Product Support Agent », un agent d'intelligence artificielle destiné à améliorer l'efficacité opérationnelle des équipes marketing et expérience client (CX). Basé sur la technologie Adobe Experience Platform Agent Orchestrator, cet outil permet d'automatiser les tâches répétitives liées au dépannage et de gérer des cas complexes.Il vise ainsi à libérer les équipes des opérations courantes pour leur permettre de se concentrer sur des activités plus stratégiques.

Adobe Photoshop intègre son premier agent IA

Un agent capable de résoudre les problèmes en temps réel

Product Support Agent peut intervenir en temps réel pour résoudre un large éventail d'incidents, notamment des erreurs système, des dysfonctionnements de flux de travail ou encore des problèmes de configuration. Il fournit des recommandations issues de la documentation officielle afin de permettre aux utilisateurs de résoudre eux-mêmes leurs difficultés sans passer par une assistance humaine. L'agent collecte également les informations de session, les journaux et les méta-



données nécessaires pour créer des demandes d'assistance contextualisées. Il permet en outre de suivre l'évolution de ces demandes en temps réel, sans devoir se connecter à un portail spécifique.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:30	12:25	15:59	18:41	20:04
CONSTANTINE	04:36	12:30	16:03	18:46	20:08
ALGER	04:51	12:44	16:18	19:00	20:22
OUARGLA	04:48	12:35	16:08	18:49	20:06
CHLEF	04:57	12:51	16:25	19:07	20:29
MOSTAGANEM	05:03	12:56	16:29	19:11	20:33
ORAN	05:06	12:59	16:32	19:14	20:36

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8588 – SAMEDI 12 SEPTEMBRE 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	20°
Oran	28°	20°
Constantine	27°	17°
Ouargla	37°	26°

MADRID ACCORDE LA NATIONALITÉ À DES MILLIERS DE SAHRAOUIS

Une injustice historique réparée ?

L'ancienne puissance administrante du territoire du Sahara occidental vient de toucher à l'un des dossiers les plus sensibles et les plus craints par l'occupant marocain. Madrid a décidé de franchir un pas significatif après que le Parlement espagnol a approuvé, avant-hier, la nationalité ibérique pour les Sahraouis nés avant le 29 septembre 1977, soit deux ans après l'invasion marocaine du territoire du Sahara occidental.



Un des dossiers les plus sensibles.

Le geste est plus que symbolique et pourrait avoir des répercussions importantes à l'avenir dans le conflit qui oppose le peuple sahraoui à l'occupation marocaine. Cette mesure devrait bénéficier à près de 120 000 personnes et à leurs descendants, voire davantage selon certaines sources. Elle sera désormais examinée et approuvée par le Sénat dans les prochains jours.

Selon l'agence EFE, ce texte, porté par Sumar, partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale, a été adopté par la Chambre des députés par 168 voix contre 31, tandis que 145 députés se sont abstenus. Les organisations et associations sahraouies estiment que cette mesure pourrait bénéficier à entre 80 000 et 120 000 personnes. Ses défenseurs la présentent comme une réponse à une «injustice historique». Elle devrait compléter un recensement espagnol qui allait devenir la base de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions des Nations unies. C'est ce référendum, sous l'égide de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), que le Makhzen n'a cessé de saboter et de retarder, en dépit des accords signés entre Rabat et le Front Polisario.

Le Sahara occidental a été une colonie espagnole jusqu'en 1975, année où l'Espagne a renoncé à son administration dans le cadre d'accords conclus avec le Maroc et la Mauritanie. Le territoire fut alors partagé entre les deux pays. Rabat a occupé militairement la partie nord, tandis que Nouakchott a pris le contrôle de la partie sud, depuis l'actuelle Dakhla, anciennement Vila Cisneros, jusqu'à la localité de La Guera, près de la ligne de Guerguerat.

La députée de Sumar, Tesh Sidi, née dans un camp de réfugiés sahraouis, a déclaré que cette mesure permettrait de restituer aux Sahraouis des documents d'identité espagnols qu'ils détenaient autrefois, avant que l'Espagne «ne les leur retire».

Les partenaires de la coalition gouvernementale ont soutenu le texte, tandis que le Parti populaire (PP), conservateur, et le parti catalan Junts se sont abstenus. Seul le parti d'extrême droite Vox a voté contre.

Le projet de loi sera désormais examiné par le Sénat, où des amendements sont attendus, avant de revenir devant la Chambre des députés pour son adoption définitive. Cette loi intervient dans un contexte de crise entre Rabat et Madrid après l'invasion, durant l'été, de l'enclave de Ceuta par des migrants marocains, poussés et encouragés par le Makhzen. Une opération qualifiée de moyen de chantage et de pression du Maroc contre l'Espagne, comme cela s'est produit à plusieurs reprises.

Il faut rappeler que cette initiative espagnole en faveur des Sahraouis n'est pas inédite ou surprenante. En 2022, une autre loi, votée sous le gouvernement de Pedro Sánchez, avait accordé la nationalité espagnole aux descendants des Espagnols ayant fui leur pays pendant la guerre civile de 1936-1939 et la dictature du général Francisco Franco (1939-1975).

Hachemi B.

EN PROVENANCE DU MAROC

Démantèlement de trois réseaux criminels transfrontaliers

LES SERVICES de la Sûreté nationale ont démantelé trois réseaux criminels organisés transfrontaliers s'adonnant à la contrebande et au trafic de drogues, et saisi près de 30 kg de cocaïne en provenance du Maroc, indique jeudi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS), ainsi que son service opérationnel régional à Tlemcen, ont procédé au «démantèlement de trois réseaux criminels organisés transfrontaliers impliqués dans la contrebande et le trafic illicite de stupéfiants, et à la saisie de près de 30 kg de cocaïne et plus de 53 kg de kif traité en provenance du Maroc», précise le communiqué.

La première opération, menée par le SCLTIS, a permis de «saisir 29,620 kg de cocaïne à Blida, soigneusement dissimulés à l'intérieur d'un camion».

De son côté, le Service régional de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants de Tlemcen a «déjoué une tentative d'acheminement de deux cargaisons de kif traité en provenance du Maroc, et saisi plus de 53 kg de cette substance».

Les opérations, menées sous la supervision des parquets territorialement compétents, ont également permis «l'arrestation de 16 individus appartenant à ces réseaux criminels et la récupération de 11 véhicules de différentes catégories et types, dont un camion».

Les suspects ont été présentés devant les procureurs de la République près le pôle pénal spécialisé du tribunal de Sidi M'Hamed à Alger, ainsi que devant les tribunaux de Bab El-Assa et de Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, conclut le communiqué.

S. N.

ALGÉRIE - MEXIQUE

Le dialogue parlementaire se fraye de nouvelles voies

LA PRÉSIDENTE de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedeche, a reçu jeudi dernier, au siège de l'institution parlementaire, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis mexicains en Algérie, José Ignacio Madrazo Bolívar. Les pourparlers ont porté sur les relations d'amitié qui unissent Alger et Mexico, en sus des moyens de leur insuffler de nouvelles perspectives, notamment dans le domaine parlementaire. Selon un communiqué de la Chambre basse du Parlement, Khalida Boufedeche a affirmé que l'Algérie accorde une place importante à ses relations historiques avec le Mexique, «fondées sur l'amitié et l'estime mutuelles». De son côté, le diplomate mexicain a, dès le début de l'entretien, exprimé sa gratitude à la présidente de l'APN pour son accueil, qualifiant cette rencontre d'»historique». Il s'agit, selon lui, de son premier échange avec la première femme algérienne à accéder à la présidence de l'APN. La coopération parlementaire s'est d'ailleurs retrouvée au centre des discussions, les deux parties convenant de booster les échanges d'expertises et d'expériences. La création et l'activation de deux groupes parlementaires d'amitié ont, à ce titre, été mises en avant, de même que l'intensification des visites entre les deux institutions. Autant de passerelles appelées à consolider le dialogue entre Alger et Mexico et à élargir le champ de leur coopération. Les discussions ont porté sur plusieurs questions d'intérêt commun. Les deux parties ont relevé une convergence de vues autour de principes considérés comme fondamentaux dans l'action diplomatique, à l'instar du respect de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, ainsi que du respect des droits de l'homme. Le dialogue et la coopération ont, dans ce contexte, été présentés comme des voies privilégiées pour faire face aux crises et aux défis internationaux. Sur le volet économique, l'accent a été mis sur les possibilités de consolider les échanges, au regard des potentialités dont disposent les deux pays. Le climat d'investissement en Algérie, à l'aune des réformes et des politiques engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été présenté à l'ambassadeur mexicain. Les opportunités offertes en matière de partenariats et d'investissements ont, en ce sens, été mises en avant, a-t-on précisé. Au terme de cette entrevue, tenue en présence du vice-président de l'APN, Alger et Mexico ont affiché leur volonté de maintenir le cap sur le développement de leurs relations bilatérales, la coopération parlementaire constituant l'un des leviers de ce rapprochement. L'objectif affiché est de consolider les acquis existants et d'ouvrir de nouvelles voies à une relation appelée à servir les intérêts communs des deux peuples.

Khalil Aouir